



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/420
S/1995/782
11 septembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Point 14 de l'ordre du jour provisoire*
RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquantième année

Lettre datée du 8 septembre 1995, adressée par
le Représentant permanent du Kazakhstan auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration du Président de la République du Kazakhstan, N. A. Nazarbaev, datée du 7 septembre 1995, concernant les mouvements illicites de matières nucléaires (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 14 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République
du Kazakhstan auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Akmaral Kh. ARYSTANBEKOVA

* A/50/150.

ANNEXE

Déclaration du Président de la République du Kazakhstan,
N. A. Nazarbaev

La République du Kazakhstan partage l'inquiétude de la communauté internationale et du Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, au sujet des mouvements illicites de matières nucléaires, qui se poursuivent alors que les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ont décidé de prolonger le Traité pour une durée illimitée.

Le danger de prolifération est encore accentué par le démantèlement de grandes quantités d'armes nucléaires, par les activités d'organisations non gouvernementales qui souhaitent acquérir des installations nucléaires et par l'éventualité d'un transfert de matières ou d'armes nucléaires vers des régions en proie à des conflits nationaux et interethniques.

Nous appuyons les efforts déployés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en vue de résoudre ce problème. En ratifiant l'accord conclu avec l'AIEA sur l'application de garanties liées au TNP, la République du Kazakhstan a adhéré au système international de contrôle sur la non-prolifération des armes nucléaires et de leurs composants.

Toutefois, les mesures techniques ne constituent pas à elles seules une panacée pour empêcher la prolifération nucléaire, car ce sont les activités des entités non gouvernementales qui, précisément à cause de leur caractère secret, présentent les plus grands dangers. Un nouveau climat de franchise et de transparence est indispensable pour les questions nucléaires. L'efficacité du régime de non-prolifération dépend des engagements politiques pris par les gouvernements à un niveau élevé dans le domaine de la sécurité internationale, engagements qui doivent contribuer collectivement à établir un régime plus strict de surveillance et de contrôle des exportations. À cet égard, l'organisation au printemps 1996, proposée par le Président de la Fédération de Russie, M. B. Elstine, d'une rencontre pour examiner les questions liées à la sécurité nucléaire peut constituer un pas important vers une harmonisation des efforts pour empêcher les mouvements illicites de matières nucléaires.

Almaty, le 7 septembre 1995
